

**LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS****MINISTÈRE DE LA JUSTICE****F. 89 — 1480**

**12 JUILLET 1989.** — Loi portant diverses mesures d'application du Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

« Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions générales**

**Articles 1er.** Les groupements européens d'intérêt économique — ci-après dénommés « groupements » — immatriculés en Belgique ont la personnalité juridique.

Ces groupements peuvent agir en justice pour faire valoir leurs droits propres ainsi que ceux résultant des intérêts communs de leurs membres.

**Art. 2.** Sous réserve des dispositions du Règlement (CEE) n° 2137/85 du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique, la loi qui régit, d'une part, le contrat de groupement, sauf pour les questions relatives à l'état et à la capacité des personnes physiques et à la capacité des personnes morales, d'autre part, le fonctionnement interne du groupement, ainsi que sa liquidation et la clôture de la liquidation est la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique.

**Art. 3.** Sans préjudice des dispositions particulières qui leur sont applicables, les institutions publiques nationales de crédit ne peuvent être membres d'un groupement que moyennant l'accord des ministres nationaux de tutelle.

**Art. 4.** Au moment du dépôt des actes visés par l'article 6, § 1er, chaque groupement est tenu de demander son immatriculation au registre ouvert au greffe du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel il a son siège.

L'établissement d'un groupement dont le siège est situé dans un autre Etat est immatriculé au greffe du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel cet établissement est situé.

Le Roi détermine la forme et les conditions de l'immatriculation et de sa publication.

Il en va de même pour la radiation de l'immatriculation.

**Art. 5.** Les contrats des groupements immatriculés en Belgique sont publiés par extrait aux frais des intéressés.

L'extrait contient :

a) la dénomination du groupement précédée ou suivie soit des mots « groupement européen d'intérêt économique », soit du sigle « GEIE », à moins que ces mots ou ce sigle ne figurent déjà dans la dénomination;

(1) Session ordinaire 1988-1989.

Chambre des représentants.

**Documents parlementaires.** — Projet de loi, n° 808/1 du 25 mai 1989. — Rapport, n° 808/5 du 9 juin 1989, de M. Mayeur. — Amendements, n° 808/2 à 808/4.

**Annales parlementaires.** — Discussion et adoption. Séance du 21 juin 1989.

Sénat.

**Documents parlementaires.** — Projet de loi, n° 737/1 du 21 juin 1989. Rapport, n° 737/2 du 23 juin 1989, de M. De Cooman.

**Annales parlementaires.** — Discussion et adoption. — Séance du 30 juin 1989.

**WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN****MINISTERIE VAN JUSTITIE****N. 89 — 1480**

**12 JULI 1989.** — Wet houdende verscheidene maatregelen tot toepassing van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

« De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** De Europese economische samenwerkingsverbanden — hierna « samenwerkingsverbanden » genoemd — ingeschreven in België, bezitten rechtspersoonlijkheid.

Die verbanden kunnen in rechte optreden om hun eigen rechten en die welke voortvloeien uit de gemeenschappelijke belangen van hun leden te doen gelden.

**Art. 2.** Onder voorbehoud van de bepalingen van de Verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden, is de wet die zowel de oprichtingsovereenkomst, behalve voor vraagstukken betreffende de staat en de bekwaamheid van natuurlijke personen en de bekwaamheid van rechtspersonen als het inwendige bestel van het samenwerkingsverband, alsmede de vereffening ervan en de afsluiting van de vereffening beheert, de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden.

**Art. 3.** Onverminderd de bijzondere bepalingen die op hen toepassen zijnen, kunnen de nationale openbare kredietinstellingen geen lid van een samenwerkingsverband zijn dan met de toestemming van de nationale toezichthouderende ministers.

**Art. 4.** Bij het neerleggen van de in artikel 6, § 1, bedoelde akten, moet ieder samenwerkingsverband om inschrijving verzoeken in het register dat wordt aangelegd op de griffie van de rechtkantoor van koophandel in wier rechtsgebied de zetel van het samenwerkingsverband gevestigd is.

De vestiging van een samenwerkingsverband waarvan de zetel gevestigd is in een andere Staat wordt ingeschreven op de griffie van de rechtkantoor van koophandel in wier rechtsgebied die vestiging gelegen is.

De Koning stelt de vorm en de vereisten van de inschrijving en haar bekendmaking vast.

Hetzelfde geldt voor de doorhaling van de inschrijving.

**Art. 5.** De oprichtingsovereenkomst van een in België ingeschreven samenwerkingsverband wordt bij uitreksel bekendgemaakt, op kosten van de belanghebbenden.

Het uitreksel bevat :

a) de naam van het samenwerkingsverband, voorafgegaan of gevolgd door de woorden « Europees economisch samenwerkingsverband » dan wel de afkorting « EESV », tenzij die woorden of die afkorting reeds in de naam voorkomen;

(1) Gewone zitting 1988-1989.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

**Parlementaire bescheiden.** — Wetsontwerp, nr. 808/1 van 25 mei 1989. — Verslag, nr. 808/5 van 19 juni 1989, van de heer Mayeur. — Amendementen, nr. 808/2 tot 808/4.

**Parlementaire Handelingen.** — Bespreking en aanname. Vergadering van 21 juni 1989.

Senaat.

**Parlementaire bescheiden.** — Wetsontwerp, nr. 731/1 van 21 juni 1989. — Rapport nr. 737/2 van 23 juni 1989, van de heer De Cooman.

**Parlementaire Handelingen.** — Bespreking en aanname. — Vergadering van 30 juni 1989.

- b) la désignation précise du siège du groupement;
- c) la désignation précise de l'objet en vue duquel le groupement est formé;
- d) les nom, raison sociale ou dénomination sociale, la forme juridique, le domicile ou siège social et, le cas échéant, le numéro et le lieu d'immatriculation de chacun des membres du groupement;
- e) la durée du groupement, lorsqu'elle n'est pas indéterminée;
- f) le cas échéant, la nomination du ou des gérants du groupement, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer, soit en agissant seul, soit conjointement ou en collège;
- g) le cas échéant, la clause exonérant un nouveau membre du paiement des dettes nées antérieurement à son entrée;
- h) la clause prévoyant la désignation d'un réviseur d'entreprise chargé d'évaluer les apports autres qu'en numéraire.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer les catégories de groupements dispensés de cette formalité.

L'extrait est signé : pour tous les actes publics, par les notaires et pour les actes sous seing privé, par tous les membres solidaires ou par un des membres solidaires investi à cet effet d'un mandat spécial des autres membres solidaires.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Les extraits de contrat dont l'article 5 prescrit la publication sont, dans la quinzaine de la date des actes définitifs, déposés au greffe du tribunal de commerce qui reçoit l'immatriculation du groupement.

Une expédition ou un double des contrats sont déposés en même temps que les extraits destinés à la publication.

En ce qui concerne les groupements dont le siège est situé dans un autre Etat, le dépôt sera effectué au greffe du tribunal de commerce qui reçoit l'immatriculation de l'établissement.

Les mandats authentiques ou privés, annexés aux contrats, sont déposés en expédition ou en original, en même temps que les contrats auxquels ils se rapportent.

§ 2. Les documents déposés en exécution du § 1<sup>er</sup> sont versés, dans le dossier tenu au greffe pour chacun de ces groupements.

Le Roi détermine les modalités de constitution du dossier. Il peut prévoir que les documents qui sont versés au dossier peuvent être, après le délai qu'il fixe, reproduits sous la forme de copies photographiques ou microphotographiques ou sous toute autre forme qu'il détermine. Ces copies font foi comme les documents déposés et peuvent leur être substituées aux conditions déterminées par Lui.

Toute personne peut, concernant un groupement déterminé, prendre connaissance gratuitement des documents déposés et en obtenir, même par correspondance, copie intégrale ou partielle, sans autre paiement que celui des droits de greffe.

Ces copies sont certifiées conformes à l'original, à moins que le demandeur ne renonce à cette formalité.

### § 3. La publication a lieu dans les annexes du *Moniteur belge*.

Elle doit être faite dans les quinze jours du dépôt, à peine de dommages-intérêts contre les fonctionnaires auxquels l'omission ou le retard serait imputable.

Le Roi désigne les fonctionnaires qui recevront les actes ou extraits d'actes et détermine la forme et les conditions du dépôt et de la publication.

§ 4. Les actes ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour de leur publication aux annexes du *Moniteur belge*, sauf si le groupement prouve que ces tiers en avaient antérieurement connaissance.

Les tiers peuvent néanmoins se prévaloir des actes dont la publication n'a pas été effectuée.

Pour les opérations intervenues avant le seizième jour qui suit celui de la publication, ces actes ne sont pas opposables aux tiers qui prouvent qu'ils ont été dans l'impossibilité d'en avoir connaissance.

En cas de discordance entre le texte déposé et celui qui est publié aux annexes du *Moniteur belge*, ce dernier n'est pas opposable aux tiers. Ceux-ci peuvent néanmoins s'en prévaloir, à moins que le groupement ne prouve qu'ils ont eu connaissance du texte déposé.

b) de zetel van het samenwerkingsverband, nauwkeurig opgegeven;

c) het doel waarvoor het samenwerkingsverband is opgericht, nauwkeurig omschreven;

d) de naam, de handelsnaam of benaming, de rechtsvorm, de woonplaats of de maatschappelijke zetel alsmede, in voorkomend geval, het nummer en de plaats van inschrijving van elk van de leden van het samenwerkingsverband;

e) de duur van het samenwerkingsverband, tenzij deze onbepaald is;

f) in voorkomend geval, de benoeming van de zaakvoerder of de zaakvoerders van het samenwerkingsverband, de omvang van hun bevoegdheid en de wijze waarop zij deze uitoefenen, hetzij alleen, hetzij gezamenlijk of als college handelend;

g) in voorkomend geval, het beding waarbij een nieuw lid wordt vrijgesteld van betaling van de schulden die voor zijn toetreding zijn ontstaan;

h) het beding waarbij in de aanwijzing van een bedrijfsrevisor wordt voorzien, belast met de waardering van inbrengens die niet in geld bestaan.

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit de soorten samenwerkingsverbanden bepalen die van deze vereiste worden vrijgesteld.

Het uitreksel wordt voor de authentieke akten getekend door de notarissen, voor de onderhandse akten door alle hoofdelijk aansprakelijke leden, of door één van hen, die door de andere bijzonder gemachtigd is.

**Art. 6. § 1.** De uitreksels van de oprichtingsovereenkomst waarvan artikel 5 de bekendmaking voorschrijft, moeten binnen vijftien dagen na de dagtekening van de definitieve akte neergelegd worden ter griffie van de rechtbank van koophandel die de inschrijving ontvangt.

Een expeditie of een dubbel van de oprichtingsovereenkomst wordt tegelijk met het voor bekendmaking bestemde uitreksel neergelegd.

Voor de samenwerkingsverbanden die hun zetel in het buitenland hebben, geschiedt de neerlegging ter griffie van de rechtbank van koophandel waar de vestiging is ingeschreven.

De authentieke of onderhandse volmachten, gehecht aan de oprichtingsovereenkomsten worden tegelijk met de akte waarop ze betrekking hebben, in expeditie of in origineel neergelegd.

§ 2. De met toepassing van § 1 neergelegde stukken worden bewaard in het dossier dat voor ieder samenwerkingsverband ter griffie wordt bijgehouden.

De Koning stelt nadere regels voor het aanleggen van het dossier. Hij kan bepalen dat de in het dossier bewaarde stukken na verloop van de door Hem gestelde termijn kunnen worden gereproduceerd in de vorm van foto- of microfotokopieën of in enige andere vorm die Hij vaststelt. Die kopieën hebben dezelfde bewijskracht als de neergelegde stukken en kunnen in hun plaats worden gesteld onder de voorwaarden die Hij bepaalt.

Een ieder kan, met betrekking tot een bepaald samenwerkingsverband, kosteloos inzage nemen van de neergelegde stukken en er, ook op schriftelijk aanvraag, een volledig of gedeeltelijk afschrift van verkrijgen, zonder andere kosten dan de griffierechten.

Die afschriften worden voor eensluidend gewaarmerkt, tenzij de aanvrager te kennen geeft hierop geen prijs te stellen.

§ 3. De bekendmaking geschiedt in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*.

Zij moet worden verricht binnen vijftien dagen na de neerlegging, op straffe van schadevergoeding ten laste van de ambtenaren aan wie het verzuim of de vertraging te wijten is.

De Koning wijst de ambtenaren aan die de akten of de uitreksels zullen ontvangen en stelt de vorm en de vereisten voor de neerlegging en de bekendmaking vast.

§ 4. De akten kunnen aan derden niet worden tegengeworpen dan vanaf de dag dat zij in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt, tenzij het samenwerkingsverband aantoont dat die derden en tevoren kennis van droegen.

Derden kunnen zich niettemin beroepen op akten die nog niet bekendgemaakt zijn.

Ten aanzien van handelingen verricht voor de zestende dag na die van de bekendmaking, kunnen die akten niet worden tegengeworpen aan derden die aantonen dat zij er onmogelijk kennis van hebben kunnen dragen.

In geval van tegenstrijdigheid tussen de neergelegde tekst en die welke in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is, kan deze laatste niet worden tegengeworpen aan derden. Die derden kunnen er zich echter wel op beroepen, tenzij het samenwerkingsverband aantoont dat zij kennis droegen van de neergelegde tekst.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Sont déposés et publiés par extrait conformément aux articles précédents :

1<sup>o</sup> Les actes modifiant les dispositions du contrat de groupement visées à l'article 5, alinéa 2, y compris tout changement dans la composition du groupement;

2<sup>o</sup> les actes relatifs à la nomination du ou des gérants lorsque celle-ci intervient suite à une décision des membres ainsi que les actes relatifs à la cessation des fonctions du ou des gérants;

3<sup>o</sup> les actes relatifs à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateurs;

4<sup>o</sup> la décision des membres du groupement prononçant la dissolution du groupement prise sur base de l'article 31 du Règlement CEE n° 2137/85;

5<sup>o</sup> l'extrait de la décision judiciaire passée en force de chose jugée ou exécutoire par provision prononçant la dissolution ou la nullité du groupement ou prononçant la nullité des modifications au contrat, de même que l'extrait de la décision judiciaire réformant le jugement exécutoire par provision précitée.

Cet extrait contiendra :

- a) la dénomination du groupement et son siège;
- b) la date de la décision et la juridiction qui l'a prononcée;
- c) le cas échéant, les nom, prénoms et adresse des liquidateurs;

6<sup>o</sup> la clôture de la liquidation du groupement visée à l'article 35, § 2, du Règlement CEE n° 2137/85;

7<sup>o</sup> le projet de transfert de siège du groupement visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du Règlement CEE n° 2137/85;

8<sup>o</sup> la clause exonérant un nouveau membre du paiement des dettes nées antérieurement à son entrée, lorsqu'elle figure dans l'acte d'admission.

**§ 2.** Le décès d'une des personnes mentionnées au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, fait l'objet d'une déclaration signée par l'organe compétent.

Cette déclaration est déposée et publiée conformément à l'article 6.

**§ 3.** Sont déposés conformément aux articles précédents :

1<sup>o</sup> les actes modificatifs des dispositions du contrat de groupement qui ne sont pas soumis à la publication par extrait aux annexes du *Moniteur belge*;

2<sup>o</sup> la création et la suppression de tout établissement du groupement;

3<sup>o</sup> toute cession par un membre de sa participation dans le groupement ou d'une fraction de celle-ci conformément à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, du Règlement CEE n° 2137/85;

4<sup>o</sup> après chaque modification du contrat de groupement, le texte intégral de ce contrat dans une rédaction mise à jour.

Une mention aux annexes du *Moniteur belge* publiée conformément aux articles précédents, indique l'objet des actes dont le dépôt est prescrit par le présent paragraphe.

**§ 4.** Les actes et indications dont la publicité est prescrite par les paragraphes précédents sont opposables aux tiers aux conditions prévues par l'article 6, § 4.

**Art. 8. « § 1<sup>er</sup>. Le contrôle de la gestion est exercé dans les conditions prévues par le contrat constitutif du groupement.**

Dans la mesure où un membre du groupement est lui-même tenu par l'obligation de contrôle légal des documents comptables, le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, doit être confié à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises.

Les articles 64, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 à 5, 64, § 2, alinéa 2, 64bis, 64ter, alinéas 1<sup>er</sup>, 3, 4 et 5, 64quater, 64quinquies, 64sexies, 64septies, 64octies et 65, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> et alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales s'appliquent en ce qui concerne la nomination, la mission, la responsabilité et la révocation du ou des réviseurs. »

**§ 2.** Chaque année, le ou les gérants établissent les comptes annuels.

Les comptes annuels sont établis conformément à la loi du 17 juillet 1975, relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, et à ses arrêtés d'exécution, dans la mesure où le groupement

**Art. 7. § 1.** Overeenkomstig de vorige artikelen worden neergelegd en bij uitreksel bekendgemaakt :

1<sup>o</sup> De akten die wijziging brengen in de in artikel 5, tweede lid, bedoelde bepalingen van de oprichtingsovereenkomst, met inbegrip van iedere wijziging in de samenstelling van het samenwerkingsverband;

2<sup>o</sup> de akten betreffende de benoeming van de zaakvoerder of de zaakvoerders, wanneer deze geschiedt op grond van een besluit van de leden, alsmede de akten betreffende de ambtsbeëindiging van de zaakvoerder of de zaakvoerders;

3<sup>o</sup> de akten betreffende de benoeming en de ambtsbeëindiging van de vereffenaar of de vereffenaars;

4<sup>o</sup> het besluit van de leden waarbij de ontbinding van het samenwerkingsverband wordt uitgesproken overeenkomstig artikel 31 van de Verordening (EEG) nr. 2137/85;

5<sup>o</sup> het uitreksel uit de in kracht van gewijsde gegane of bij voorraad uitvoerbare rechterlijke beslissing waarbij de ontbinding of de nietigheid van het samenwerkingsverband of de nietigheid van wijzigingen in de oprichtingsovereenkomst wordt uitgesproken, alsook het uitreksel uit de rechterlijke beslissing waarbij het voren- genoemde bij voorraad uitvoerbare vonnis teniet wordt gedaan.

Dat uitreksel vermeldt :

- a) de naam en de zetel van het samenwerkingsverband;
- b) de datum van de beslissing en de rechter die ze heeft gewezen,
- c) in voorkomend geval, de naam, de voornamen en het adres van de vereffenaars;

6<sup>o</sup> de afsluiting van de vereffening van het samenwerkingsverband, bedoeld in artikel 35, tweede lid, van de Verordening (EEG) nr. 2137/85;

7<sup>o</sup> het voorstel tot zetelverplaatsing van het samenwerkingsverband, bedoeld in artikel 14, eerste lid, van de Verordening (EEG) nr. 2137/85;

8<sup>o</sup> het beding waarbij een nieuw lid wordt vrijgesteld van betaling van de schulden die voor zijn toetreding zijn ontstaan waanneer dit in de toetredingsovereenkomst vervat is.

**§ 2.** Het overlijden van een van de personen bedoeld in § 1, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, wordt vermeld in een door het bevoegde orgaan ondertekende verklaring.

Die verklaring wordt neergelegd en bekendgemaakt overeenkomstig artikel 6.

**§ 3.** Overeenkomstig de vorige artikelen worden neergelegd :

1<sup>o</sup> de akten tot wijziging van de bepalingen van de oprichtingsovereenkomst van een samenwerkingsverband die niet bij uitreksel in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* behoeven te worden bekendgemaakt;

2<sup>o</sup> de oprichting of opheffing van vestigingen van het samenwerkingsverband;

3<sup>o</sup> de overdracht door een lid van het samenwerkingsverband van het geheel of een deel van zijn deelname overeenkomstig artikel 22, eerste lid, van de Verordening (EEG) nr. 2137/85;

4<sup>o</sup> na iedere wijziging van de oprichtingsovereenkomst, de bijgewerkte volledige tekst van deze overeenkomst.

Het onderwerp van de akten die naar het voorschrift van deze paragraaf moeten worden neergelegd, wordt in de vorm van een mededeling in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* overeenkomstig de vorige artikelen bekendgemaakt.

**§ 4.** De akten en gegevens waarvan de openbaarmaking bij de vorige paragrafen is voorgeschreven, kunnen aan derden worden tegengeworpen volgens de bepalingen van artikel 6, § 4.

**Art. 8. « § 1.** De controle op het bestuur geschiedt onder de voorwaarden vervat in de oprichtingsovereenkomst van het samenwerkingsverband.

Indien een lid van het samenwerkingsverband zelf onderworpen is aan wettelijk toezicht op de boekhoudkundige stukken, moet het toezicht op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid vanuit het oogpunt van de statuten, van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, worden opgedragen aan een of meer bedrijfsrevisors.

De artikelen 64, § 1<sup>er</sup>, tweede tot en met vijfde lid, 64, § 2, tweede lid, 64bis, 34ter, eerste, derde, vierde en vijfde lid, 64quater, 64quinquies, 64sexies, 64septies, 64octies en 65, eerste lid, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup>, alsmede tweede lid van de gecoördineerde wetten op de handelsvenootschappen zijn van toepassing ter zake van de benoeming, de opdracht, de verantwoordelijkheid en het ontslag van de revisor of van de revisoren. »

**§ 2.** Elk jaar maken de zaakvoerder of de zaakvoerders de jaarrekening op.

Die jaarrekening wordt opgemaakt overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernehmingen en de besluiten ter uitvoering ervan, voorzover het samen-

y est soumis et conformément aux dispositions légales et réglementaires particulières qui lui sont applicables.

Les comptes annuels sont soumis à l'approbation des membres dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice. A cette fin, ils sont communiqués aux membres.

Dans les trente jours de leur approbation, les comptes annuels ainsi qu'un document contenant les nom, prénoms, profession et domicile du ou des gérants en fonction, sont déposés par les soins du ou des gérants et publiés, conformément à l'article 7, § 3.

§ 3. Les membres non gérants ont le droit de prendre connaissance au siège du groupement des livres et documents et d'en obtenir copie.

§ 4. Le greffier du tribunal de commerce transmet à la Banque nationale de Belgique copie des documents visés au § 2. Le Roi détermine les conditions et les modalités de cette transmission.

§ 5. Les articles 177bis et 177ter, alinéa 2, insérés par la loi du 24 mars 1978 dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales ainsi que les arrêtés pris en leur exécution, sont applicables aux documents visés au § 2.

**Art. 9.** Tout membre d'un groupement européen d'intérêt économique cesse d'en faire partie à dater du jour où il a été déclaré en faillite par un jugement définitif d'un tribunal belge.

**Art. 10.** Toute personne qui intervient pour un groupement dans un acte qui ne respecte pas le prescrit de l'article 25 du Règlement CEE nr. 2137/85, pourra, dans la mesure où il en résulte un préjudice pour les tiers, être déclarée personnellement responsable des engagements qui y sont pris par le groupement.

**Art. 11.** Les entreprises disposant d'un conseil d'entreprise, membres d'un groupement européen d'intérêt économique, sont tenues de fournir à leur conseil d'entreprise les informations relatives au groupement dont elles sont membres telles qu'elles sont définies aux articles 5, 8, 11 et 14 de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprise.

## CHAPITRE II. — *Dispositions fiscales*

**Art. 12.** L'article 159 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, est complété comme suit :

« 11° les apports de biens à un groupement européen d'intérêt économique;

12° la remise aux membres du groupement européen d'intérêt économique des immeubles qu'ils ont apportés, lorsque celle-ci intervient ensuite du retrait de ces membres ou de la dissolution du groupement.

Si des immeubles sont acquis dans d'autres conditions que celles prévues à l'alinéa précédent, cette acquisition donne lieu, de quelque manière qu'elle s'opère, au droit établi pour les ventes; »

**Art. 13.** Dans l'article 18, § 1er, de la loi du 3 juillet 1969, contenant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° le mandat, à l'exclusion de celui qui est accompli dans l'exercice de leur mission statutaire, par les administrateurs, les gérants, commissaires et liquidateurs de sociétés et de groupements européens d'intérêt économique; ».

**Art. 14.** Par dérogation à l'article 1er, les groupements constitués conformément à la présente loi sont considérés comme dénués de la personnalité juridique pour leur assujettissement aux impôts sur les revenus.

Ces groupements ne sont en tant que tels pas soumis auxdits impôts. Les bénéfices ou profits distribués ou non distribués, ainsi que les prélevements des membres sont considérés comme des bénéfices ou profits desdits membres et taxés dans leur chef selon le régime qui leur est applicable.

Ces bénéfices ou profits sont censés être payés ou attribués aux membres à la date de la clôture de l'exercice comptable auquel ils se rapportent, la part de chacun dans les bénéfices ou profits non distribués étant déterminée conformément aux stipulations du contrat ou à défaut par part virile ».

werkingsverband daaraan is onderworpen en overeenkomstig de bijzondere wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die op hem toepasselijk zijn.

Binnen zes maanden na de afsluiting van het boekjaar wordt de jaarrekening aan de leden ter goedkeuring voorgelegd. Te dien einde wordt de jaarrekening aan de leden medegedeeld.

De jaarrekening, evenals een stuk waarin de naam, de voornamen, het beroep en de woonplaats van de zaakvoerder of van de zaakvoerders vermeld worden, moeten, binnen dertig dagen nadat zij is goedgekeurd, overeenkomstig artikel 7, § 3, door toedoen van de zaakvoerder of de zaakvoerders neergelegd worden en bekendgemaakt.

§ 3. De leden die geen zaakvoerder zijn hebben het recht op de zetel van de onderneming inzage te nemen van de hoeken en bescheiden van het samenwerkingsverband en kunnen er een afschrift van bekomen.

§ 4. De griffier van de rechtkant van koophandel zendt aan de Nationale Bank van België een afschrift van de stukken waarvan sprake is in de tweede paragraaf. De Koning stelt nader regels betreffende die toezieling.

§ 5. De artikelen 177bis en 177ter, tweede lid, bij de wet van 24 maart 1978 ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de handelvennootschappen, alsmede de besluiten genomen ter uitvoering daarvan, zijn van toepassing op de stukken waarvan sprake is in de tweede paragraaf.

**Art. 9.** Een lid van een Europees economisch samenwerkingsverband houdt op van dat samenwerkingsverband deel uit te maken vanaf de dag dat hij failliet is verklaard door een definitief vonnis van een Belgische rechtkant.

**Art. 10.** Eenieder die voor een samenwerkingsverband tussenkomt in een akte die niet voldoet aan de voorschriften van artikel 25 van de verordening EEG nr. 2137/85, kan, in de mate waarin er een nadeel kan uit ontstaan voor derden, persoonlijk aansprakelijk worden gesteld voor de daarin door het samenwerkingsverband aangegeven verbintenissen.

**Art. 11.** De ondernemingen die over een ondernemingsraad beschikken en lid zijn van een Europees economisch samenwerkingsverband zijn ertoe gehouden hun ondernemingsraad de inlichtingen te verstrekken met betrekking tot het samenwerkingsverband waarvan zij deel uitmaken, zoals die zijn bepaald in de artikelen 5, 8, 11 en 14 van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden.

## HOOFDSTUK II. — *Fiscale bepalingen*

**Art. 12.** Artikel 159 van het Wetboek van registratie-, hypotheken- en griffierechten wordt aangevuld als volgt :

« 11° de inbreng van goederen in Europese economische samenwerkingsverbanden;

12° de terugval van de onroerende goederen aan de leden van Europese economische samenwerkingsverbanden die deze goederen hebben ingebracht, wanneer de terugval gebeurt tengevolge van de uitvoering van deze leden of de ontbinding van het samenwerkingsverband.

Indien onroerende goederen verkregen worden in andere omstandigheden dan deze voorzien in het vorige lid, is voor deze verkrijging, hoe zij ook gebeurt, het voor verkoopingen bepaalde recht verschuldigd; »

**Art. 13.** In artikel 18, § 1, van de wet van 3 juli 1969 houdende het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, wordt het 3° vervangen door de volgende bepaling :

3° « de lastgeving, met uitzondering van die welke ter uitvoering van hun statutaire opdracht wordt volbracht door bestuurders, zaakvoerders, commissarissen en vereffenaars van vennootschappen en van Europese economische samenwerkingsverbanden; ».

**Art. 14.** In afwijking van artikel 1 worden de overeenkomstig deze wet opgerichte samenwerkingsverbanden geacht geen rechtspersoonlijkheid te bezitten voor de toepassing van de inkomenstbelastingen.

Deze samenwerkingsverbanden worden als dusdanig niet aan deze belastingen onderworpen. De verdeelde of onverdeelde winst of baten alsmede de opnemingen der leden worden als winst of baten beschouwd en ten name van bedoelde leden belast overeenkomstig het stelsel dat terzake van toepassing is.

Deze winst of baten worden geacht te zijn betaald of toegekend aan de leden op de datum van afsluiting van het boekjaar waarop zij betrekking hebben; het gedeelte van de niet uitgekeerde winst of baten wordt voor elk lid vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het contract of, bij gebreke daarvan, volgens het hoofdelijk aandeel. »

CHAPITRE III. — *Dispositions pénales*

**Art. 15.** Seront punis d'une amende de cinquante francs à dix mille francs ceux qui n'auront pas procédé aux dépôts prévus respectivement par les articles 6 à 8.

**Art. 16.** Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui dans un but frauduleux n'ont pas déposé les documents visés à l'article 15.

**Art. 17.** Les dispositions du livre premier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

## CHAPITRE IV

*Dispositions modificatives et entrée en vigueur*

**Art. 18.** L'article 574 du Code judiciaire modifié par la loi du 24 mars 1975 est complété comme suit :

« 8<sup>e</sup> des contestations entre membres d'un groupement européen d'intérêt économique ou d'un groupement d'intérêt économique, entre gérants, entre gérant(s) et membres, entre liquidateurs, entre liquidateurs et membres ou entre membres, gérant(s) et liquidateurs ainsi que de toute demande en dissolution d'un groupement. »

**Art. 19.** Dans l'article 628 du Code judiciaire sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le 14<sup>e</sup>, alinéa 3 est remplacé par le texte suivant :

« à l'égard des mandataires de sociétés, de groupements européens d'intérêt économique ou de groupements d'intérêt économique qui résident exclusivement ou principalement à l'étranger, la compétence territoriale est déterminée par le lieu où est établi le principal établissement de la société ou du groupement en Belgique. »

2<sup>o</sup> il est ajouté un 16<sup>e</sup> rédigé comme suit :

« 16<sup>e</sup> le juge du siège ou du principal établissement du groupement, lorsqu'il s'agit de contestations entre membres d'un groupement européen d'intérêt économique ou d'un groupement d'intérêt économique, entre gérants, entre gérant(s) et membres, entre liquidateurs, entre liquidateurs et membres ou entre membres, gérants et liquidateurs ainsi que de toute demande en dissolution d'un groupement. »

**Art. 20.** Un article 3<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions :

« Article 3<sup>ter</sup>. — L'article 3<sup>bis</sup>, § 1<sup>e</sup>, est applicable au gérant d'un groupement européen d'intérêt économique ou d'un groupement d'intérêt économique déclaré en faillite.

Les personnes frappées d'interdiction sur base des articles 1<sup>e</sup> et 3<sup>bis</sup>, § 3, sont frappées des mêmes interdictions d'exercer des fonctions dans un groupement européen d'intérêt économique, dans un groupement d'intérêt économique ou dans un établissement belge de tels groupements. »

**Art. 21.** « L'article 14, alinéa 1<sup>e</sup> de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs modifié par la loi du 3 mai 1967 et la loi du 30 juin 1975 est complété par les mots « ou dans un ou plusieurs groupements d'intérêt économique ou groupements européens d'intérêt économique. »

**Art. 22.** A l'article 9 des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> Dans la phrase introductory, les mots « La déclaration d'une société commerciale belge indique » sont remplacés par les mots « La déclaration d'un commerçant, personne morale de droit belge, indique. »

2<sup>o</sup> Au 1<sup>o</sup>, les mots « son sigle éventuel, le montant de son capital social » sont remplacés par les mots « son sigle éventuel, le cas échéant le montant de son capital social. »

3<sup>o</sup> Le 9<sup>e</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 9<sup>e</sup> Tout ce qui est prescrit à l'article 8, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup>, en ce qui concerne l'administrateur, le directeur ou le gérant, chargé de la gestion journalière des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions, des sociétés coopératives, des sociétés privées à responsabilité limitée, des sociétés en nom collectif, des

HOOFDSTUK III. — *Strafbepalingen*

**Art. 15.** Worden gestraft met een geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank zij die verzuimd hebben de stukken bedoeld in de artikelen 6 tot 8 neer te leggen.

**Art. 16.** Worden gestraft met gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank of met een van die straffen alleen zij die met bedrieglijk oogmerk nalaten de stukken neer te leggen bedoeld in artikel 15.

**Art. 17.** De bepalingen van het boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn toepasselijk op de door deze wet bepaalde overtredingen.

## HOOFDSTUK IV

*Wijzigingsbepalingen en inwerkingtreding*

**Art. 18.** Artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek gewijzigd door de wet van 24 maart 1975 wordt aangevuld als volgt :

« 8<sup>e</sup> de twistelingen tussen leden van een Europees economisch samenwerkingsverband of van een economisch samenwerkingsverband, tussen zaakvoerders, tussen zaakvoerder(s) en leden, tussen vereffenaars, tussen vereffenaars en leden, of tussen leden, zaakvoerder(s) en vereffenaars alsook van elke vordering tot ontbinding van een samenwerkingsverband. »

**Art. 19.** In artikel 628 van het Gerechtelijk Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het 14<sup>e</sup>, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt door de volgende tekst vervangen :

« ten aanzien van de lasthebbers van vennootschappen, Europese economische samenwerkingsverbanden of economische samenwerkingsverbanden die uitsluitend of hoofdzakelijk in het buitenland verblijven, wordt de territoriale bevoegdheid bepaald door de plaats waar de vennootschap of het samenwerkingsverband in België zijn hoofdvestiging heeft. »

2<sup>o</sup> er wordt een 16<sup>e</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« 16<sup>e</sup> de rechter van de zetel of de hoofdvestiging van het samenwerkingsverband, als het gaat om twistelingen tussen leden van een Europees economisch samenwerkingsverband of van een economisch samenwerkingsverband, tussen zaakvoerders, tussen zaakvoerder(s) en leden, tussen vereffenaars, tussen vereffenaars en leden, of tussen leden, zaakvoerder(s) en vereffenaars, alsook van elke vordering tot ontbinding van een samenwerkingsverband. »

**Art. 20.** Een artikel 3<sup>ter</sup>, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde vooroordeelen en aan de gefailleerde verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken :

« Artikel 3<sup>ter</sup>. — Artikel 3<sup>bis</sup>, § 1, is van toepassing op de zaakvoerder van een Europees economisch samenwerkingsverband of van een economisch samenwerkingsverband die in staat van faillissement verklaard is.

Het krachtens de artikelen 1 en 3<sup>bis</sup>, § 3, aan personen opgelegd verbod geldt ook voor het uitoefenen van deze beroepen of werkzaamheden in een Europees economisch samenwerkingsverband, in een economisch samenwerkingsverband of in een Belgische vestiging van dergelijke samenwerkingsverbanden. »

**Art. 21.** « Artikel 14 eerste lid van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifferegime voor titels en effecten, zoals gewijzigd door de wet van 3 mei 1967 en door de wet van 30 juni 1975 wordt aangevuld met de woorden « of in één of meerdere economische samenwerkingsverbanden of Europees economische samenwerkingsverbanden. »

**Art. 22.** In artikel 9 van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> In de inleidende vblzin worden de woorden « Geldt het een Belgische handelsvennootschap, dan wordt opgegeven » vervangen door de woorden « Is de handelaar een rechtspersoon naar Belgisch recht, dan wordt opgegeven. »

2<sup>o</sup> In het 1<sup>o</sup> worden de woorden « de eventuele beginletters, het bedrag van het maatschappelijk kapitaal » vervangen door de woorden « de eventuele beginletters, in voorkomend geval het bedrag van het maatschappelijk kapitaal. »

3<sup>o</sup> Het 9<sup>e</sup> wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 9<sup>e</sup> Al wat in artikel 8, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> en 11<sup>o</sup> voorgeschreven is ten aanzien van de bestuurder, directeur of zaakvoerder, belast met het dagelijks bestuur van de naamloze vennootschappen, de commanditaire vennootschappen op aandelen, de coöperatieve vennootschappen, de besloten vennootschappen met beperkte

sociétés en commandite simple ainsi que des groupements européens d'intérêt économique et des groupements d'intérêt économique.

« 4<sup>o</sup> » Le 10<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 10<sup>o</sup> Tout ce qui est prescrit à l'article 8, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup> ou à l'article 9, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, en ce qui concerne les associés en nom collectif et les associés commandités ainsi que les membres des groupements européens d'intérêt économique et des groupements d'intérêt économique, en outre, l'indication de la date d'autorisation de faire le commerce, s'il s'agit d'un mineur; »

**Art. 23.** Dans l'article 11 des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964, les mots « La déclaration d'un société commerciale étrangère » sont remplacés par les mots « La déclaration d'un commerçant, personne morale de droit étranger ».

**Art. 24.** Dans l'article 14, alinéa 2, des mêmes lois, modifié par la loi du 6 mars 1973, les mots « En ce qui concerne les sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « En ce qui concerne les personnes morales ».

**Art. 25.** Dans l'article 20 des mêmes lois, les mots « Les sociétés commerciales belges et étrangères » sont remplacés par les mots « Les personnes morales de droit belge et de droit étranger ».

**Art. 26.** L'article 25, 13<sup>o</sup>, des mêmes lois est complété comme suit : « et des groupements européennes d'intérêt économique ou des groupements d'intérêt économique ».

**Art. 27.** Dans l'article 35bis inséré dans les mêmes lois par la loi du 6 mars 1973, les mots « En cas de radiation de l'immatriculation d'une société commerciale » sont remplacés par les mots « En cas de radiation de l'immatriculation d'une personne morale ».

**Art. 28.** A l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, tel que modifié par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1983, sont apportées les modifications suivantes :

A) L'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> les sociétés commerciales ou à forme commerciale, les groupements européens d'intérêt économique et les groupements d'intérêt économique; »

B) L'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les personnes physiques qui n'ont pas leur domicile en Belgique, les entreprises de droit étranger visées aux 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> de l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que les groupements européens d'intérêt économique ayant leur siège à l'étranger, ne sont soumis aux dispositions du présent chapitre qu'en ce qui concerne les succursales et sièges d'opération qu'ils ont établis en Belgique. L'ensemble de leurs succursales et sièges d'opérations dans le pays est considéré comme une entreprise. Les livres, comptes et pièces justificatives relatifs à ces sièges et succursales sont conservés en Belgique ».

**Art. 29.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1989 à l'exception de l'article 8, § 1<sup>er</sup> qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulgons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,  
W. CLAES

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat:  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

aansprakelijkheid, de vennootschappen onder firma, de gewone commanditaire vennootschappen, alsook van de Europese economische samenwerkingsverbanden en van de economische samenwerkingsverbanden. »

« 4<sup>o</sup> Het 10<sup>o</sup> wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 10<sup>o</sup> Al wat voorgeschreven is in artikel 8, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> en 11<sup>o</sup> of in artikel 9, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, ten aanzien van de vennooten onder een firma en de werkende vennooten evenals de leden van een Europese economisch samenwerkingsverband en van een economisch samenwerkingsverband, met bovendien oogaf van de datum der machtiging tot handeldrijven, wanneer het een minderjarige betreft; »

**Art. 23.** In artikel 11 van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964, worden de woorden « De opgaaf van een vrije handelsvennootschap, » vervangen door de woorden « De opgaaf van een handelaar die een rechtspersoon is naar buitenlands recht. »

**Art. 24.** In artikel 14, tweede lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 6 maart 1973, wordt het woord « Handelsvennootschappen » vervangen door het woord « Rechtspersonen ».

**Art. 25.** In artikel 20 van dezelfde wetten, worden de woorden « De Belgische en vreemde handelsvennootschappen » vervangen door de woorden « De rechtspersonen naar Belgisch en naar buitenlands recht ».

**Art. 26.** In artikel 25, 13<sup>o</sup>, van dezelfde wetten worden tussen de woorden « handelsvennootschappen » en « wordt » de woorden « en van Europese economische samenwerkingsverbanden of van economische samenwerkingsverbanden ingevoegd ».

**Art. 27.** In artikel 35bis ingevoegd in dezelfde wetten door de wet van 6 maart 1973, worden de woorden « Ingeval van doorhaling van de inschrijving van een handelsvennootschap » vervangen door de woorden « Ingeval van doorhaling van de inschrijving van een rechtspersoon ».

**Art. 28.** In artikel 1 van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, zoals gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 1 juli 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) Het eerste lid, 2<sup>o</sup>, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2<sup>o</sup> de handelsvennootschappen, de vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, de Europese economische samenwerkingsverbanden en de economische samenwerkingsverbanden; »

B) Het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor natuurlijke personen zonder woonplaats in België, voor ondernemingen naar buitenlands recht zoals bedoeld in het 2<sup>o</sup>, het 3<sup>o</sup> en het 4<sup>o</sup> van het eerste lid, en voor de Europese economische samenwerkingsverbanden waarvan de zetel in een andere Staat is gevestigd, zijn de bepalingen van dit hoofdstuk alleen van toepassing op hun in België gevestigde bijkantoren en centra van werkzaamheden met dien verstande dat hun gezamenlijke bijkantoren en centra van werkzaamheden in België als één onderneming worden beschouwd. De boeken, rekeningen, en verantwoordingstukken betreffende die bijkantoren en centra worden in België bewaard ».

**Art. 29.** Deze wet treedt in werking op 1 juli 1989, met uitzondering van artikel 8, § 1, dat in werking treedt de eerste dag van de maand volgend die gedurende welke de wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met s' Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. »

Gegeven te Brussel, 12 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,  
W. CLAES

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

Met s' Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET